

## Compétitivité verte, quel avenir pour le Maroc ?

Par M. Juan Antonio DE CASTRO DE ARESPACOHAGA,

Directeur du Groupe de Politiques de Développement  
Université Complutense, Madrid, Espagne

Je voudrais avant tout remercier l'Institut Royal des Etudes Stratégiques pour son aimable invitation et pour nous donner la possibilité de débattre sur ces sujets clé. Je crois toutefois que l'on surestime ma capacité de répondre à tous les très divers aspects que véhicule un défi pareil et je vais donc essayer de me centrer sur quelques uns d'eux que je considère cruciaux pour aborder le défi de l'économie verte.

Pendant que nous parlons ici, l'économie globale suit son cours. La compétitivité continue à être le centre des grandes batailles de l'économie mondiale et du développement. Comme le disait ce matin M. PACHAURI, on attend à Copenhague que les gouvernements prennent des bonnes décisions, des décisions qui puissent nous mener à avancer dans les approches aux problèmes du changement climatique. Il est clair que nous sommes devant un problème très sérieux et qui pose des vraies menaces comme on a bien pu le voir aujourd'hui dans les très bonnes présentations qui ont eu lieu.

Il faut se rappeler que le Maroc et tous les pays en développement se poseront toujours la question des nouveaux modèles de croissance et de développement. Pendant ce temps, et dans la nouvelle société durable de la connaissance où nous sommes, les données sont déjà autres et les nouvelles sources de compétitivité aussi. La compétitivité verte en est peut être la plus intéressante de tout point de vue, et en particulier lorsque l'on s'adresse aux potentiels énormes du Maroc et des pays en développement dans ce domaine. C'est aussi le moment de se demander, devant ces potentiels si, comme dans le passé, ceux qui ont gagné la bataille de la compétitivité polluante, si on peut les dénommer ainsi, vont à nouveau gagner la bataille de la compétitivité non polluante (verte). N'oublions pas que cette « bataille » peut aussi se jouer et se gagner de façon coopérative (Nord/Sud), sous des nouveaux schémas de « gains et bénéfices mutuels ».

On peut et il faut sans doute se poser la question des difficultés, des dangers du changement climatique, mais il faut au même temps se préparer à cette nouvelle forme de compétitivité verte et la débattre, la porter au sein des travaux des institutions internationales dans lesquelles on discute précisément le changement climatique. Un processus semblable a eu lieu à l'époque où je travaillais à la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) et j'ai participé à la naissance de la Convention de la Biodiversité. La plupart des organisations internationales se demandaient : que fait la CNUCED dans cette convention de nature environnementale ? On a tardé de trois à quatre ans à démontrer que le développement était la clé qui pouvait garantir la solidité de cette convention et que l'utilisation durable de la biodiversité, à travers la participation des pays en développement dans les nouveaux marchés de ressources biologiques, était primordiale.

Je pense qu'aujourd'hui, dans le cadre du changement climatique, cela est encore plus vrai. Il est certain que les pays de l'Annexe I et les pays développés n'ont jamais accepté dans les négociations que leur mode de vie soit dicté par d'autres pays. Mais il est vrai aussi et c'est paradoxal et donne à réfléchir, qu'ils acceptent volontiers le défi de la compétitivité verte. Une rapide lecture de ce qui est en train de se passer aux Etats-Unis, en France, en Espagne, en Chine et dans beaucoup de pays sur cette question, nous montre des entrepreneurs qui font un vrai pari pour la compétitivité verte. Ils acceptent volontiers le défi d'appriivoiser le concept et favoriser ainsi leur position compétitive. Il semble donc illusoire de penser que l'on peut indéfiniment continuer à discuter de changement climatique sans se soucier que la vraie bataille qui lui est rattachée, est celle de la lutte pour la compétitivité verte (non polluante). En définitive, le langage est aujourd'hui celui de l'efficacité écologique, l'efficacité économique et l'efficacité de la connaissance, avec cette dernière comme responsable du succès des deux autres. Le groupe Prospérité Climatique aux Etats-Unis est en train de défendre ces trois voies, je crois que c'est un groupe et une initiative intéressante à étudier. Son but est d'économiser les ressources, de promouvoir les opportunités vertes et de promouvoir le talent vert (connaissances vertes pour le développement).

Les Pays de l'Annexe 1 ont très bien compris qu'appriivoiser la compétitivité verte est un des éléments clé pour aborder de façon efficace le défi du changement climatique. Mais pourquoi est-on encore hésitants du côté des pays en développement, du côté du Maroc, dans ce domaine ? Je pense que cela est dû à deux raisons.

La première je l'avais déjà soulevée lors du forum de Skhirat de cette année, intitulé «Pour une Initiative Tricontinentale Atlantique » est le double langage opté par les pays développés. Sur la question de la coopération, que mon cher ami l'Ambassadeur Abouyoub vient d'en parler, il y a un moment, je crois que l'on peut affirmer sans se tromper que l'on se trouve devant le problème d'une coopération Nord/Sud déphasée, biaisée et qui perçoit et aborde les pays en développement et leurs problèmes sous une optique « d'économie néoclassique mécaniciste », alors qu'elle considère les pays développés depuis l'optique de l'économie de la connaissance et de l'innovation. Mettons nous d'accord, si cela continue, avec une coopération qui adopte un langage pour les pays en développement et un autre pour les pays développés, avec ce dernier centré sur les nouvelles sources de compétitivité et d'innovation, on n'avancera pas d'un pouce et peut être pire, on continuera à générer une coopération sclérosée qui peut être très dangereuse pour les pays en développement. Elle risque de mettre en péril les nouveaux cadres de coopération tels que ceux qui vont se mettre en place dans l'Union pour la Méditerranée.

Il faut impérativement éliminer cette dichotomie de langages qui, entre autres, continue de considérer la Stratégie de Lisbonne, par exemple, comme quelque chose propre seulement aux pays européens développés. Une dichotomie qui dans quelques pays privilégiés, la connaissance est considérée comme étant le facteur central de la production de la nouvelle économie, est réduit à être considéré conceptuellement que comme de l'éducation, de la formation, du long live learning dans les pays en développement.

La connaissance est le sang de la compétitivité, et elle est en train de devenir le sang de la compétitivité verte. Je crois que nous gagnerons tous à ce qu'elle soit considérée ainsi, dans tout les cadres et lors de toutes les négociations de coopération présentes et futures, en Méditerranée et ailleurs.

La deuxième, est l'interprétation plutôt « négative » de la conférence de Rio de 1992, son agenda et ses retombées. La « vision coût / sacrifice » est une vision restrictive, qui limite tout à l'internalisation des externalités négatives, au coût de la pollution, du CO2, changement climatique, etc.

Par contre, une multitude de projets et d'initiatives ont démontré ces dernières années que nous avons oublié de parler des externalités positives et elles sont à mon avis, très importantes. Je veux parler des biens et services publics, environnementaux, qui peuvent générer d'énormes bénéfices mais pour lesquels nous n'avons pas suffisamment développé ni les institutions, ni les mécanismes pour leur appropriation. Je parle ici de biodiversité, mais aussi de la production propre et des technologies éco-efficientes et innovantes, génératrices de bénéfices économiques et environnementaux. Je me réfère aux externalités positives des forêts, des initiatives basées sur le potentiel des « terroirs » comme mécanismes de développement rural et basés sur l'utilisation de la connaissance verte et culturelle locale. Le Maroc est précisément, commence à développer cette approche innovatrice.

Y a t'il donc une sortie par la compétitivité verte pour le Maroc ? C'est une question que vous m'avez posé tout à l'heure. Je crois qu'il y a une, si l'on considère deux options importantes. La première option consiste en :

- la possibilité d'utiliser à fond le marché,
- la possibilité de créer des mécanismes et des institutions qui se centrent sur la création des conditions pour une nouvelle compétitivité basée sur l'interaction entre la connaissance et le capital naturel, de façon durable, bien sur.
- augmenter la productivité des ressources naturelles et biologiques,
- agir pour une plus grande connaissance, dans les institutions et au niveau de l'administration, sur la compétitivité verte,
- agir sur la prévention en amont dans les processus industriels pour une production propre, copier les modèles bio, aller vers une économie basée plus sur les flux de services,
- investir dans le capital naturel en général et provoquer l'éclosion des business verts, de l'écologie industrielle, de l'architecture verte, etc.

La deuxième option est de considérer, pour répondre à la question posée plus haut et à tous les niveaux, que la compétitivité se construit. Pour ce faire il faut à nouveau se concentrer sur le potentiel de la connaissance, et je le réitère, non pas la connaissance considérée comme de l'éducation, du « long live learning » et de tout ce qu'on nous a maintes fois dit dans le passé sur l'économie de la connaissance. Il s'agit de la connaissance pour la compétitivité des institutions, qui se centrent sur les possibilités d'aider les petites et moyennes entreprises à devenir compétitives en utilisant toutes leurs ressources de la connaissance. Donc une division internationale des connaissances, à discuter internationalement, face à une division internationale du travail qui commence à avoir un pouvoir explicatif beaucoup plus restreint. Toute cette approche requiert donc des nouvelles politiques d'économies externes que les gouvernements doivent aborder maintenant, de façon prioritaire.

Permettez moi de conclure en mentionnant quatre projets très intéressants mais que je n'ai pas le temps de développer ici : l'Initiative GRECO (Green Competitiveness) que l'on a lancé en avril de cette année, on y reviendra peut être au débat. L'initiative BIOTRADE de la CNUCED que l'on mit sur pied dans les années 90. Celle de « Planète Terroirs » et beaucoup d'autres, en particulier celles centrées sur la promotion des énergies renouvelables comme leviers du développement. C'est des initiatives concrètes qui véhiculent la simultanéité des rentabilités économiques et environnementales. Ce sont des initiatives qui peuvent jouer un rôle très important dans le cadre de nos discussions présentes et à venir, sur le changement climatique et lors de nos négociations.